Extrait du registre des délibérations

Séance du 5 Décembre 2017

L'an 2017 et le 5 Décembre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances : Salle du Conseil - Mairie de Vernantes, sous la présidence de M. MOREAU Étienne, Maire.

Présents : M. MOREAU Étienne, Maire, Mmes : DESCHAMPS Gisèle, DESMARRES Sandrine, FUSELLIER Nathalie, TARDIVEL Jacqueline, MM : DA SILVA Manuel, FONTENY Yann (a pris part à la réunion à partir de 20H35), FRÉMONT Thierry, GROSBOIS Thierry, NEAU Patrice, PACORY Christian, PAPOT Thierry, PASQUIER Jacky, POIRIER Florent (a pris part à la réunion à partir de 21H00).

Excusée ayant donné procuration : Mme RIQUIN Sandra à Mme TARDIVEL Jacqueline.

Excusées : Mmes : BREFORT Sylvie, CORBEL Pascale, DESCHAMPS Sandra, GRÉGOIRE Valérie.

Nombre de membres
Afférents au Conseil Municipal : 19
Présents : 14

Date de la convocation : 30/11/2017
Date d'affichage : 30/11/2017

A été nommé secrétaire : M. GROSBOIS Thierry.

Approbation du compte-rendu de la précédente réunion :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses membres présents, approuve le compte-rendu de sa réunion en date du 07 novembre 2017.

Informations sur les décisions prises par le Maire dans le cadre des délégations du Conseil Municipal :

Soirée parents et professionnels « La violence, parlons-en pour bien vivre ensemble »

Graine de Citoyen 304,00 €

Formation « Gestion des conflits »

Graine de Citoyen 1 788,00 €

Pose et dépose des illuminations de fin d'année

ERS FAYAT 1 590,00 € H.T., soit 1 908,00 € T.T.C.

Remplacement de l'armoire de commande et de protection de la station d'épuration

JOUSSE S.A.S. 15 310,00 € H.T.

Remplacement du débitmètre électromagnétique du poste de relèvement principal

JOUSSE S.A.S. 2 190,00 € H.T.

Fourniture et pose de 14 stores verticaux à la salle des sports

BAZANTAY Création 17 249,64 € H.T., soit 20 699,57 € T.T.C.

Remplacement du ballon d'eau chaude sanitaire des cuisines du restaurant scolaire
FLUID-SYSTEM

2 000,00 € H.T., soit 2 400,00 € T.T.C.

Domaine de La Dustrie - Présentation du Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité (CRAC) révisé au 31/12/2016 :

Le représentant de ALTER Cités intervient en début de réunion afin de présenter le Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité (CRAC) révisé au 31/12/2016, aux membres du Conseil Municipal.

1-1 Domaine de La Dustrie - Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité (CRAC) révisé au 31/12/2016 : Approbation du bilan prévisionnel et de la participation d'équilibre

Vu la Convention Publique d'Aménagement approuvée le 11 octobre 2004,

Vu le bilan financier prévisionnel révisé au 31 décembre 2016 établi par ALTER Cités,

Vu le Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité (C.R.A.C.) présenté par ALTER Cités et annexé à la présente,

Le Conseil Municipal de la Commune de Vernantes, après en avoir délibéré et par vote (votants : 15 - voix favorables : 14 - voix défavorables : 0 - abstentions : 1) :

- approuve le bilan prévisionnel fixé révisé en date du 31 décembre 2016 portant les dépenses et les recettes de l'opération à 796 000,00 € H.T. contre 1 992 000,00 € H.T. au bilan précédemment approuvé,

- approuve la participation d'équilibre d'un montant de 646 000,00 € suivant les modalités de versement ci-après :
En 2017 : 480 000,00 € dont 466 000,00 € correspondant à l'acompte sur la participation d'équilibre déjà versé et 14 000,00 € restant à verser,

De 2018 à 2024 inclus : versement annuel de 14 000,00 €,

En 2025 : le solde de 13 000,00 €.

À la majorité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 1)

1-2 Domaine de La Dustrie - Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité (CRAC) révisé au 31/12/2016 : Projet d'avenant à la Convention Publique d'Aménagement

Vu la Convention Publique d'Aménagement approuvée le 11 octobre 2004,

Vu le bilan financier prévisionnel révisé au 31 décembre 2016 établi par ALTER Cités,

Vu le Compte-Rendu d'Activité à la Collectivité (C.R.A.C.) présenté par ALTER Cités et annexé à la présente,

Le Conseil Municipal de la Commune de Vernantes, après en avoir délibéré et par vote (votants : 15 - voix favorables : 13 - voix défavorables : 1 - abstentions : 1) :

- autorise Monsieur le Maire de Vernantes à signer l'Avenant n°. 2 à la Convention Publique d'Aménagement ayant pour objet l'augmentation du montant de la participation de la Collectivité, ainsi que la modification des modalités de son versement et le programme des 11 lots.

À la majorité (pour : 13 contre : 1 abstentions : 1)

2-1 Compétence "Équipements sportifs" : Convention financière dans le cadre du portage des emprunts par l'Agglomération

Vu l'article L. 5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°. DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, des Communautés de Communes Loire-Longué et du Gennois, avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué et Louresse-Rochemenier, pour former une Communauté d'Agglomération appelée « Saumur - Val de Loire »,

Vu les statuts et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire,

Vu le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire du 21 septembre 2017,

Dans le cadre de la rétrocession de la compétence « Équipements sportifs », notamment aux communes de Mouliherne, Vernantes, Saint-Philbert-du-Peuple et Longué-Jumelles à compter du 1er janvier 2017, il y a lieu de transférer les équipements liés à cette compétence et de transférer également les moyens financiers permettant aux communes d'assumer le financement du solde des opérations en cours.

L'encours de dette des équipements sportifs rétrocédés a fait l'objet d'une répartition entre les communes concernées par délibération n°. 2017/165DC du jeudi 22 juin 2017 conformément à l'article L. 5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Conformément à l'instruction du Ministre de l'Intérieur et du Budget de juillet 2016, les emprunts ne pouvant être individualisés, la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire continue de porter les emprunts et se fait rembourser les annuités d'emprunt par les communes concernées via une convention.

Selon la règle définie par la C.L.E.C.T., le coût moyen annualisé est calculé sur une période de 30 ans. Afin que les montants des attributions de compensation versés aux communes par la communauté d'agglomération soient proches des annuités d'emprunt devant être remboursés par les communes à la communauté d'agglomération, il est proposé de signer une convention de remboursement d'emprunt.

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé au Conseil Municipal qui accepte à l'unanimité de ses membres présents :

- d'**APPROUVER** la convention financière jointe à la présente,
- de **CHARGER** Monsieur le Maire de signer cette dernière et d'exécuter la présente décision en tant que de besoin.

La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

2-2 Adoption des Attributions de Compensation définitives 2017

VU les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment celles de l'article L. 5211-5, ainsi que celles des articles L. 5214-1 et suivants de ce code,

VU l'article 1609 nonies C du CGI (1° bis du V), qui dispose que : « le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des transferts de charges »,

VU l'arrêté préfectoral n°. DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, de la Communauté de Communes Loire-Longué et de la Communauté de Communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier,;

VU les statuts et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire,

VU la délibération du conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire n°. 2017/079-DC du 02 février 2017 relative à l'adoption du montant des Attributions de Compensation provisoires 2017,

VU le rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges établi le 21 septembre 2017 évaluant les charges transférées selon l'article L1609 nonies C et proposant la mise en œuvre d'un régime dérogatoire pour le calcul des attributions de compensation,

Considérant que les compétences rétrocédées aux communes doivent donner lieu à majoration de leurs attributions de compensation à hauteur du montant des charges transférées pour qu'elles assument le fonctionnement et l'entretien des services et équipements transférés,

Considérant que les compétences transférées à la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire doivent donner lieu à minoration des attributions de compensation des communes à hauteur du montant des charges transférées pour qu'elle assume le fonctionnement du service,

Considérant qu'il convient de déroger aux règles de droit commun de l'évaluation des charges pour déterminer l'attribution de compensation afin d'assurer une neutralité budgétaire pour les communes et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre,

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé au Conseil Municipal de :

FIXER le montant des attributions de compensation définitives selon le rapport de la C.L.E.C.T. établi le 21 septembre 2017 et approuvé par la majorité qualifiée des conseils municipaux des 49 communes membres par délibérations jointes, ainsi qu'il suit :

	Montant AC définitives 2016	Montant AC provisoires 2017	SDIS	CLIC	ZAE communales	PLUI	Enfance Jeunesse	Sport	Enseignement musical	AC fiscale	Montant AC définitives 2017
Vernantes	41589,88 €	232841,37 €	- 33235,33 €	- 1242,40 €	- 1838,76 €	- 26,42 €	112958,32 €	59036,00 €	3030,85 €	34417,00 €	214687,13 €

CHARGER Monsieur le Maire d'exécuter la présente délibération en tant que de besoin.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

3 Compétence "enfance-jeunesse" : Transfert des biens et équipements par la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire à la Commune de Vernantes

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-41-3 et L 5211-25-1,

VU l'arrêté n°. DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016, portant fusion de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, de la Communauté de Communes Loire-Longué et de la Communauté de Communes du Gennois avec extension aux Communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué et Louresse-Rochemenier pour former la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire,

VU les statuts et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire, définissant le contenu des compétences,

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-25-1 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes concernées par les compétences transférées s'entendent pour déterminer le transfert des biens,

Les biens immeubles (bâtiments) et leurs accessoires (amortissements...) doivent être attribués en pleine propriété à la commune du lieu de leur implantation, y compris les meubles et l'ensemble de matériel affecté à ce bien,

Considérant la prise de compétence « petite enfance » par la Commune de Vernantes à compter du 1er janvier 2017,

VU la nécessité de transférer à la Commune de Vernantes les biens et les équipements de la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire nécessaires à l'exercice de la compétence « petite enfance »,

Il est proposé au Conseil Municipal qui décide à l'unanimité :

- **d'accepter** le transfert des biens et équipements liés à la micro crèche « Les Petits Lutins » pour l'exercice des compétences « petite enfance » à compter du 1er janvier 2017,

- **de constater** un inventaire des biens meubles et immeubles transférés à compter du 1er janvier 2017 (joint en annexe à la présente délibération).

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

4 Mise à disposition par la Commune de Vernantes au SIVU Loire-Longué de biens et d'équipements dans le cadre du transfert de la compétence "enfance-jeunesse" - P.V. de mise à disposition

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-5-III,

VU les trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et de l'article L. 1321-3 du même code,

VU les arrêtés préfectoraux de la Sous-Préfecture de Saumur 2016-111 et 2016-113 des 8 et 29 décembre 2016, portant création du SIVU Loire-Longué pour gérer la compétence "enfance-jeunesse" de ses communes membres,

Considérant, qu'en application de l'article L. 5211-5-III du Code Général des Collectivités Territoriales : "Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et les articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.",

Cosidérant que l'article L. 1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : "Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence.",

Considérant qu'en vertu de la prise de la compétence "petite enfance" par le SIVU à compter du 1er janvier 2017,

Sous réserve que l'agglomération prenne une délibération pour le transfert des biens de la compétence "enfance-jeunesse" vers la commune de Longé, lors de son conseil communautaire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité de ses membres présents :

- approuve le contenu du Procès-Verbal de mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice de la compétence "enfance-jeunesse" annexé à la présente délibération,

- autorise le Maire ou l'un de ses Adjointes agissant par délégation, à signer le Procès-Verbal de mise à disposition,

- autorise le Maire ou l'un de ses Adjointes, agissant par délégation, à effectuer toutes les formalités nécessaires et à signer tous les documents utiles à l'application de la présente délibération.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

5 Clôture du budget annexe "assainissement"

Compte tenu de la prise de compétence des services d'eau et d'assainissement par la Communauté d'Agglomération Saumur - Val de Loire (CASVL) au 1er janvier 2018, le Conseil Municipal décide de clôturer le budget annexe "assainissement" et d'en réintégrer les comptes dans le budget principal de la commune.

Les biens éventuels nécessaires à l'exercice de la compétence, devront être mis à disposition de la CASVL au vu d'un procès-verbal de mise à disposition qui en dressera la liste.

Ces opérations seront constatées en comptabilité par opération d'ordre non budgétaire sur le compte 2423.

L'ensemble des comptes de tiers, y compris les restes à recouvrer, sera réintégré dans le budget principal.

La destination du résultat fera l'objet de délibérations concordantes entre les collectivités et la CASVL.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-1 Tarifs 2018 : Droit de place sur le marché

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le tarif du droit de place sur le marché à 2,00€, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-2 Tarifs 2018 : Droit de place en dehors des jours de marché

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le tarif du droit de place pour les commerçants ambulants s'installant Place de la Mairie en dehors du jour du marché à 6,00 €, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-3 Tarifs 2018 : Droit de place pour le marchand d'huîtres

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le tarif du droit de place applicable au marchand d'huîtres lorsque celui-ci s'installe le dimanche Place de l'Église à 4,00 € et pour les veilles des jours fériés de Noël et du Jour de l'An à 8,00 €, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-4 Tarifs 2018 : Droit de place sur le marché pour les camions d'outillage

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le droit de place sur le marché pour les camions d'outillage à 34,00 €, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-5 Tarifs 2018 : Participation pour l'Assainissement Collectif

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le tarif de la Participation pour l'Assainissement Collectif à 910,00 € par habitation, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-6 Tarifs 2018 : Frais de branchement au réseau communal d'assainissement

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le tarif du branchement au réseau communal d'assainissement à 90,00 € par habitation, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-7 Tarifs 2018 : Raccordement au réseau d'eaux pluviales

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le tarif du raccordement au réseau d'eaux pluviales à 615,00 € par habitation, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-8 Tarifs 2018 : Coupure de route communale

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir le tarif de la redevance pour une coupure de route communale (voie ou chemin rural) à 100,00 €, comme pour les années 2016 et 2017.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-9 Tarifs 2018 : Concessions et autres services au cimetière

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir, ainsi qu'il suit, comme pour les années 2016 et 2017, les tarifs des concessions (pour un enfant ou un adulte) et autres services au cimetière communal :

- concession trentenaire pour une mise en terre	110,00 €
- concession trentenaire pour une cave-urne	110,00 €
- concession trentenaire pour une case dans le columbarium	505,00 €
- nouveau dépôt d'une urne cinéraire dans un emplacement déjà occupé du columbarium	52,00 €
- dispersion de cendres au jardin du souvenir	32,00 €
- mise en place d'une plaque au jardin du souvenir	32,00 €

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-10 Tarifs 2018 : Photocopies "noir et blanc" format A4

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir, ainsi qu'il suit, comme pour les années 2016 et 2017, les tarifs des photocopies (pour papier blanc fourni par la Commune) :

- 0,35 € l'unité et jusqu'à la 20ème photocopie
- 0,22 € l'unité à partir de la 21ème photocopie d'un même document

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-11 Tarifs 2018 : Photocopies "couleur"

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir, ainsi qu'il suit, comme pour les années 2016 et 2017, les tarifs des photocopies « couleur » délivrées aux administrés et aux associations :

- format A4 0,55 €
- format A3 1,10 €

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-12 Tarifs 2018 : Capture des chiens errants et pension au chenil communal

À compter du 01/01/2018, le Conseil Municipal décide de maintenir, ainsi qu'il suit, comme pour les années 2016 et 2017, les tarifs de capture et de pension au chenil communal des chiens errants :

- 40,00 € pour la capture
- 4,00 € pour la pension (par jour de garde)

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

6-13 Tarifs 2018 : Traversée du centre-bourg par les convois exceptionnels

Le Conseil Municipal décide, pour l'année 2018, de maintenir, comme pour les années 2016 et 2017:

- à 2 570,00 € par convoi le tarif de la traversée du centre-bourg par les convois exceptionnels via la R.D. 767, lorsque celle-ci ne nécessite pas le démontage et le déplacement des jardinières et des balises situées le long de cette voie, mais seulement la mise en place d'une interdiction de stationnement,
- à 5 140,00 € par convoi le tarif de cette même traversée par les convois exceptionnels, lorsque celle-ci nécessite le démontage et le déplacement des jardinières et des balises, ainsi que la mise en place d'une interdiction de stationnement.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

7 Tarifs redevance "assainissement" 2017-2018

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité, pour la période du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, de reconduire ainsi qu'il suit, une tarification relative à la facturation de la redevance "assainissement" identique à celle appliquée sur la période précédente :

- redevance "assainissement" - part fixe : 45,00 € par branchement
- redevance "assainissement" - selon le cubage d'eau potable consommée
durant la période du 1er mai 2017 au 30 avril 2018 : 1,10 € le m³

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

8 Tarifs 2019 de la salle des fêtes

UTILISATIONS	VERNANTAIS		ASSOCIATIONS LOCALES		HORS COMMUNE	
	HALL FOYER	ENSEMBLE	HALL FOYER	ENSEMBLE	HALL FOYER	ENSEMBLE
Week-End et Jours Fériés Bals, Spectacles, Mariages, Banquets, etc...	107,00 €	256,00 €	66,00 €	140,00 €	181,00 €	414,00 €
Semaine Bals, Spectacles, Mariages, Banquets, etc...	88,00 €	204,00 €	53,00 €	111,00 €	147,00 €	339,00 €
Cuisine	45,00 €		45,00 €		45,00 €	
Activités Commerciales	160,00 €	375,00 €			315,00 €	530,00 €

Demi-tarif à compter du 2ème jour de location

Dépôt de garantie : 305,00 €

Chauffage et électricité : selon consommations relevées

Option utilisation de la sonorisation : 20,00 €

Forfait ménage ensemble : 135,00 €

Forfait ménage hall foyer : 75,00 €

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

9 Vente de 11 logements sociaux par la SCIC d'HLM Gambetta à Saumur Habitat : Avis du Conseil Municipal

Conformément aux dispositions des articles L.443-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, émet un avis favorable à la vente en bloc par la SCIC d'HLM GAMBETTA au profit de SAUMUR HABITAT de 11 logements sociaux avec garage situés à Vernantes 14, 16, 18 et 20 square des Érables et 25, rue de Saumur.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

10 Devenir du bureau de poste

Suite à l'annonce faite par La Poste de réduire les horaires d'ouverture du bureau de Vernantes, les membres du Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, décident de mandater le représentant de cet établissement afin qu'il soit proposé aux commerçants vernantais la création d'un point de contact postal dans l'enceinte de leur commerce.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

11 Mise à disposition de locaux pour la garderie et le centre de loisirs sans hébergement de la commune

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité, décide la mise à disposition d'un local pour la garderie et le centre de loisirs sans hébergement de la commune, et ce à compter du 23 octobre 2017 pour une durée de 1 an (reconductible tacitement).

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

12 Mise à disposition d'un local au SIVU Loire-Longué

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité, décide la mise à disposition d'un local au SIVU Loire-Longué pour les besoins professionnels du Relais d'Assistantes Maternelles, et ce à compter du 1er janvier 2017 pour une durée de 3 ans et moyennant le versement d'un loyer et des charges afférentes dont le montant annuel s'élève à la somme de 657,00 €.

À l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)